



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes

1 Place Charles de Gaulle - 78067 SAINT QUENTIN EN YVELINES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes

1 Place Charles de Gaulle - 78067 SAINT QUENTIN EN YVELINES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'Assemblée Générale de l'Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 20 juin 2023

KPMG SA

Isabelle Le
Loroux

Signature
numérique de
Isabelle Le
Loroux
Date :
2023.06.20
10:47:48 +02'00'

Isabelle Le Loroux

Associée

Bilan Combiné - Actif arrêté au 31/12/2022

Actif		Exercice au 31/12/2022			Exercice précédent au 31/12/2021
		Montant brut	Dépréciation	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement	31 680	31 680	0	0
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	TOTAL	31 680	31 680	0	0
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	1 358 725		1 358 725	1 358 725
	Constructions	16 342 738	9 057 568	7 285 170	7 867 830
Actif circulant	Installations techniques, matériel, Outillage	21 143 316	15 180 692	5 962 624	5 818 319
	Immobilisations grevées de droit				
	Immobilisations corporelles en cours	12 914		12 914	115 413
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	TOTAL	38 857 694	24 238 260	14 619 433	15 160 287
	Immobilisations financières				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations	220 658		220 658	220 975
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	436 665		436 665	417 329
Actif circulant	Autres immobilisations financières				
	TOTAL	657 323	0	657 323	638 304
	TOTAL I	39 546 697	24 269 940	15 276 757	15 798 591
	Stock et encours				
	Matières premières, approvisionnements				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	TOTAL				
	Créances				
Actif circulant	Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 549 458	778 280	5 771 178	4 848 960
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 024 117		1 024 117	2 110 919
	TOTAL	7 573 575	778 280	6 795 295	6 959 879
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				23 268
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	11 303 775		11 303 775	10 945 508
	Charges constatées d'avance	291 657		291 657	271 675
	TOTAL II	19 169 007	778 280	18 390 727	18 200 329
Frais d'émission d'emprunt (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion - Actif (V)					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II)		58 715 704	25 048 220	33 667 484	33 998 920
Engagements donnés	Legs nets à réaliser				
	Acceptés par les organes statutairement compétents				
	Autorisés par l'organe de tutelle				

Bilan Combiné - Passif arrêté au 31/12/2022			
Passif		Exercice au 31/12/2022	Exercice précédent au 31/12/2021
Fonds propres	Sans droit de reprise		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 539 436	1 539 436
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv, biens renouvelables)		
	Avec droit de reprise		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Apports		
Fonds propres	Legs et donations		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité (gestion contrôlée)	5 550 475	5 269 139
	<i>Dont Réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	5 550 475	5 269 139
	Réserves Gestion Propre	825 316	851 893
	Autres		
	Report à nouveau	-2 852 714	-788 797
Fonds propres	<i>Dont Report à Nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-3 345 160	-2 083 492
	<i>Dont Report à Nouveau gestion propre</i>	492 445	1 294 696
	Excédent ou Déficit de l'exercice	113 273	-1 817 105
	<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée</i>	-492 804	-1 236 667
	<i>Dont Excédent ou déficit gestion propre</i>	606 078	-580 438
	SITUATION NETTE	5 175 786	5 054 567
	Autres fonds		
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 720 559	1 968 708
	Provisions réglementées	2 788 504	2 795 594
Fonds propres	Droit des propriétaires (commodat)		
	TOTAL I	9 684 849	9 818 869
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	2 116 175	1 964 428
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES II	2 116 175	1 964 428
	Provisions		
	Provisions pour risques	2 787 548	3 462 611
	Provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS III	2 787 548	3 462 611
	Dettes		
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 808 907	4 492 242
	Emprunts (3)	5 817 677	6 414 967
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	781 905	669 788
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	6 117 106	5 362 316
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	114 922	134 869
	Autres dettes	2 437 296	1 677 731
	Instruments de trésorerie	1 098	1 098
	Produits constatés d'avance		
Dettes	TOTAL IV	19 078 912	18 753 012
	ECART DE CONVERSION PASSIF V		
	TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V)	33 667 484	33 998 920
	(2)Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(3)Dont emprunts participatifs		
	Engagements reçus		

Compte de résultat		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations	780	860
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	140 126	201 134
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations		
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales	140 126	201 134
	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Subvention d'exploitation		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 199 580	1 200 035
	Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	47 266 232	43 162 884
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	4 841	2 368
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 284 719	698 841
	Utilisations des fonds dédiés	622 903	542 329
	Autres produits	897 328	669 077
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	51 416 509	46 477 528
Charges d'exploitation	Marchandises Achats		
	Variation de stocks		
	Matières premières et autres approvisionnements Achats		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	11 541 300	10 471 282
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 915 635	2 774 647
	Salaires et traitements	23 187 983	21 628 950
	Charges sociales	9 646 965	8 948 096
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 044 238	2 077 131
	Dotations aux provisions	856 074	1 049 794
	Subventions versées par l'association		
	Reports en fonds dédiés	774 650	585 944
	Autres charges	688 626	635 259
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	51 655 471	48 171 103
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-238 962	-1 693 576
Produits financiers	Produits financiers de participations		
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé	729	89
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, transferts de charges	340	
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 069	89
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions		143
	Intérêts et charges assimilées	126 185	136 855
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	380	
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	126 566	136 998
RESULTAT FINANCIER (III-IV)		-125 496	-136 909
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)		-364 459	-1 830 484

Compte de résultat (suite)		Exercice	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	222 393	84 501
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	248 357	303 249
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	7 091	5 127
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	477 841	392 877
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		369 940
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		9 541
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELS VI	0	379 480
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		477 841	13 397
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		109	18
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		51 895 419	46 870 494
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)		51 782 036	48 687 581
EXCEDENT OU DEFICIT		113 273	-1 817 105
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales des activités sous gestion contrôlée</i>		<i>-492 804</i>	<i>-1 236 667</i>
Produits			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature		134 559	163 756
Charges			
Secours en nature		134 559	163 756
Mise à disposition de biens et services			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			